

Burundi : le gouvernement rejette l'appel de l'Eglise à un dialogue

@rib News, 23/09/2015 â€“ Source AFP Le gouvernement du Burundi a exclu mercredi toute négociation avec des dirigeants de l'opposition et de la société civile poursuivis pour insurrection, rejetant de fait l'appel   un dialogue    n'excluant personne   lancé la veille par l'influente Eglise catholique burundaise.    Le gouvernement est d'accord avec la proposition    de dialogue de l'Eglise catholique,    mais il n'y aura jamais de négociations qui sont poursuivis pour insurrection et veulent ramener notre pays dans le chaos et la guerre  , a expliqué le responsable de la communication présidentielle, Willy Nyamitwe (photo).    Ceux-là , il n'y a d'autre solution que de attraper et de les juger  , a-t-il ajouté.

Le camp présidentiel qualifie d'   insurrection   le mouvement de contestation déclenché fin avril contre un 3e mandat du président Pierre Nkurunziza et animé par les principaux responsables de l'opposition et de la société civile burundaise qui estiment ce 3e mandat contraire   la Constitution et   l'accord d'Arusha ayant mis fin   la guerre civile au Burundi (1993-2006). M. Nyamitwe n'a pas nommé les dirigeants visés, mais a exclu toute discussion avec le Cnared, coalition anti-3e mandat fondée en août et regroupant l'essentiel de l'opposition et de la société civile de l'intérieur.    Le Cnared n'est pas reconnu par la loi et ses leaders ont promis de mettre   feu et   sang le pays. Le Cnared ne sera pas invité au dialogue   que le gouvernement compte lancer    incessamment  , a-t-il expliqué. Mi-septembre le Parquet burundais avait annoncé avoir émis de mandats d'arrêt contre les    organisateurs de l'insurrection et les putschistes en fuite    l' tranger  , sans les citer. Quelques jours auparavant une commission d'enquête, cr  e par le Parquet, avait recommandé des poursuites contre les principaux dirigeants    nommément cités    de l'opposition de la société civile, les accusant d'avoir initié un    mouvement insurrectionnel   et d'être liés aux auteurs du coup d'Etat militaire, en mai   Bujumbura.    Les Burundais sont capables de mener   bien ce dialogue sans apporter    ext rieur  , a poursuivi M. Nyamitwe, sans exclure    l'avenir la    contribution d'un m diateur  , semblant faire référence au retour du président ougandais Yoweri Museveni, qui avait en juillet tenté une médiation entre le camp présidentiel et les opposants au 3e mandat, lors d'un    dialogue   qui avait rapidement capot . Bien qu'il ait promis un    dialogue ouvert   avec ses adversaires    l'issue du scrutin, le président Nkurunziza et son camp ont depuis durci le ton    égard des anti-3e mandat depuis sa réélection controversée le 21 juillet. L'échec du coup d'Etat et la fin des manifestations brutales réprimées n'ont pas empêché l'intensification des violences depuis cette réélection, marquée notamment par des attaques nocturnes contre la police et des assassinats ciblés de figures des deux camps.